

Directive de la Procureure générale relative aux violences domestiques

Vu l'article 43 al. 4 LOJ (RSJU 181.1),

1. Généralités

Les procédures pour violences domestiques sont toujours des dossiers délicats qui nécessitent un examen attentif. La présente directive fixe des critères pour l'appréciation des cas.

Par violence domestique, on entend tous les actes de violence physique, sexuelle, psychologique ou économique (dépendance financière en particulier) qui surviennent au sein de la famille ou du foyer ou entre des anciens et actuels conjoints ou partenaires, indépendamment du fait que l'auteur de l'infraction partage ou a partagé le même domicile que la victime.

La présente directive vise en particulier les faits constitutifs de crimes et de délits. En cas de contraventions et / ou d'infractions contre l'honneur, en particulier les injures, la présente directive s'applique de façon restreinte, notamment s'agissant de l'avis au procureur de permanence.

Il y a toutefois lieu de prêter une attention particulière à la poursuite d'office des infractions à l'article 126 CP en cas de faits réitérés (dans le cas de violences conjugales et à l'encontre des enfants) ainsi qu'aux situations où des actes répétés peuvent être considérés, globalement, comme de la violence psychologique et entrer dans la définition de la contrainte (contrôle coercitif, infractions contre le domaine secret ou le domaine privé par exemple).

2. Procédure

2.1 Les procédures de violences domestiques doivent être initiées et traitées sans délai.

2.2 Lorsqu'il existe un soupçon de commission d'un crime ou d'un délit, la police procède sans délai à l'audition des parties et elle avise le procureur de permanence avant la relaxe du prévenu. Celui-ci se saisit de la procédure et décide des mesures à prendre.

En particulier, si le procureur considère qu'il existe un risque de récidive ou de passage à l'acte, il examine si des mesures de substitution doivent être prononcées ou si une mise en détention s'impose. Dans ces cas, il procède à l'audition du prévenu et, le cas échéant, procède ou fait procéder à toute autre audition lui permettant d'obtenir des informations utiles dans l'examen du risque.

Il veille à solliciter, si nécessaire, une évaluation préliminaire des risques.

2.2.1 En amont d'une mise en liberté, le procureur examine systématiquement la mise en œuvre des mesures de substitution suivantes, en sus d'une éventuelle expulsion du domicile par l'officier de police :

- interdictions de contact, de périmètre, d'approche avec éventuellement la pose du bracelet électronique selon la directive commune JUR – MP ;
- obligation de suivre un programme de prévention (SAVC ou autre) lorsque les conditions suivantes sont réalisées : le mode opératoire de l'infraction ou certaines caractéristiques de personnalité pertinentes en termes de risque font craindre que la personne prévenue puisse commettre de nouvelles infractions en matière de violence domestique ou la personne prévenue a déjà été sanctionnée pour des infractions contre l'intégrité physique, psychique ou sexuelle (même en-dehors du domaine de la violence domestique) ;
- consultations auprès d'institutions spécialisées ;
- obligation de se soumettre à un traitement thérapeutique (avec contrôles d'abstinence réguliers en cas de dépendance, notamment à l'alcool ou aux stupéfiants) ;
- remise des clés ;
- dépôt des pièces d'identité des enfants.

En cas de prononcé d'une mesure d'interdiction de contact, de périmètre ou d'approche, le procureur examine si la prise de mesures signalétiques doit être ordonnée.

2.3 Le procureur de permanence veille quotidiennement à prendre connaissance du journal des communications de la police cantonale et à se renseigner sur les situations pour lesquelles il n'a pas été avisé alors qu'il s'agissait d'un cas d'avis obligatoire ou si les faits présentent un risque particulier, selon son appréciation.

2.4 Le procureur en charge du dossier requiert un extrait du casier judiciaire dès sa saisine. Il veille à requérir le casier à l'étranger en cas de nécessité.

2.5 Dans les cas où le procureur de permanence n'a pas procédé à l'audition des parties au moment de l'intervention de la police, il fait en sorte de recevoir les documents utiles par la police et cite rapidement (en principe dans les deux mois dès l'intervention de la police) les parties pour une audition, en particulier dans les cas suivants :

- a) si les faits sont répétés ;
- b) si l'auteur est soupçonné d'avoir fait usage d'une arme ou d'un objet dangereux ;
- c) si l'auteur est soupçonné de menaces de mort ;
- d) si des enfants sont régulièrement confrontés à la violence verbale, physique, sexuelle ou psychique ou s'ils sont eux-mêmes victimes de cette violence ;
- e) si l'auteur a déjà été dénoncé pour violences domestiques dans le délai d'un an à compter des nouveaux événements ou s'il a des antécédents de violence domestique ou de violence à l'égard d'autrui.

2.6 Le procureur en charge de la procédure procède en principe à l'audition des parties avant toute suspension de la procédure ou avant le prononcé d'une ordonnance pénale. Il peut exceptionnellement y être renoncé dans les cas de violences domestiques n'ayant entraîné aucune lésion, physique ou psychologique, ou des lésions minimales si l'auteur a admis les faits et dans lesquels aucune menace à la vie et à l'intégrité physique ou psychique n'a été proférée.

2.7 Une attention particulière est portée à la présence d'armes ainsi qu'aux menaces impliquant leur utilisation possible. Dans ces cas, un mandat de perquisition est, en principe, décerné en vue de la saisie des armes.

2.8 En cas de présence d'enfants confrontés à la violence verbale, physique, sexuelle ou psychique ou victimes de cette violence, un avis à l'APEA est systématiquement et rapidement effectué par le procureur en charge de la procédure.

2.9 En cas de prononcé de mesures de substitution avec une assistance de probation, le procureur en charge du dossier veille à informer le service de probation de toute modification des mesures, de toutes informations utiles au suivi. Il informera également le service de probation de tout acte de procédure important comme la suspension de la procédure, l'acte d'accusation ou le prononcé d'une ordonnance pénale. Le procureur informe sans délai la police du prononcé des mesures de substitution, de leur modification ainsi que de leur fin (y compris du transfert de l'autorité au tribunal de première instance), sans attendre la décision du juge des mesures de contrainte.

2.10 Le procureur en charge du dossier peut, en tout temps, solliciter l'avis de la cellule MPV ainsi que le suivi par la cellule MPV.

Les intervenants de la cellule MPV veilleront à prendre contact avec le procureur en charge du dossier avant toute intervention MPV.

2.11 Dans les cas d'avis non obligatoire au procureur de permanence, la police procède aux investigations policières dans des délais raisonnables et transmet le rapport au Ministère public.

2.12 Le procureur de permanence, respectivement le procureur en charge du dossier, est informé sans délai par la police ou par le service de probation des cas de non-respect fautif de mesures de substitution précédemment prononcées. Le cas échéant, le procureur prend les mesures nécessaires. En fonction de la situation, le service de probation peut rappeler le cadre avec copie au procureur en charge du dossier.

2.13 Indépendamment de la quotité de la peine, le prononcé d'une ordonnance pénale est exclue dès deux cas d'antécédents (en plus de la procédure en cours) de violences physiques, verbales (menaces), sexuelles ou psychologiques, toutes victimes confondues ainsi qu'en cas de demande de prononcés d'une mesure au sens de l'article 67b CP. Une ordonnance pénale est également exclue en cas d'application de l'article 67 CP.

Si une ordonnance pénale est rendue, le procureur veille au prononcé des règles de conduite adéquates si le sursis est accordé, règles de conduite destinées à prévenir le risque de récidive. En cas de règles de conduite avec obligation de suivi addictologique, psychologique, psychiatrique ou d'un programme de prévention de la violence, une assistance de probation sera systématiquement ordonnée. Si la personne prévenue viole la règle de conduite, la fixation d'une nouvelle règle de conduite, la prolongation du délai d'épreuve ou la révocation du sursis devront être examinées en vertu de l'art. 95 al. 3 à 5 CP.

2.14 En cas de dénonciation pour infraction aux articles 294 et 295 CP, le procureur précédemment en charge du dossier se saisit de la nouvelle procédure, sauf impossibilité. Le procureur procède en principe à l'audition de la personne prévenue.

3. Suspension au sens de l'article 55a CP dans les cas de violences conjugales (teneur en annexe)

3.1 Le procureur n'ordonne la suspension que si elle semble pouvoir stabiliser ou améliorer la situation de la victime. La suspension de la procédure ne dépend pas uniquement de la volonté de la victime. L'audition des parties est obligatoire si le procureur entend ordonner la suspension de la procédure, sauf exceptions au sens du chiffre 2.6 ci-dessus. La procédure et l'obligation d'évaluation de la situation au terme de la suspension sont expliquées aux parties. En l'absence d'audition par le Ministère public, l'envoi d'un courrier invitant la victime à demander la suspension de la procédure est en général proscrit.

3.2 Lors de son examen, le procureur prendra notamment en considération :

- les antécédents de police du prévenu en matière de violences domestiques (toutes victimes confondues);
- les procédures pénales ouvertes en matière de violences domestiques dans son système informatique (toutes victimes confondues) ;
- l'extrait du casier judiciaire du prévenu ;
- les réelles raisons de la victime pour requérir la suspension ; la volonté exprimée par la victime apparaît mûrement réfléchie et n'a pas manifestement été influencée par des tiers ;
- la volonté de la victime de poursuivre la vie commune ;
- les risques d'une nouvelle atteinte qui se sont amenuisés par ex lorsque la personne prévenue et la victime ne font plus ménage commun ou ont mis fin à leur relation ;
- la garde et le droit de visite sur les enfants communs ont été réglés ;
- les différents facteurs de risque mis en évidence ;
- les démarches et suivis personnels entrepris par le prévenu pour changer de comportement et de dynamique de couple ;
- si la violence touche également des enfants ;
- la gravité de l'acte reproché, le caractère répréhensible de l'acte, les motivations et les buts de l'auteur.

En cas de doutes sur la question de savoir si la suspension de la procédure est de nature à stabiliser ou à améliorer la situation de la victime, la procédure pénale doit être poursuivie. Si le procureur parvient à la conclusion que les conditions de l'art 55a al. 1 CP sont réalisées, la procédure est suspendue.

La décision de refus de la suspension est motivée avec l'indication de la voie de recours ouverte à la victime.

3.3 Si des mesures de substitution ont été prononcées, celles-ci sont, en principe, maintenues durant la suspension. Le procureur examine en outre la nécessité d'imposer le suivi d'un programme de prévention de la violence au sens de l'alinéa 2 de l'article 55a CP. En cas d'assistance de probation, la décision de suspension de la procédure est communiquée au service de probation. Par cette même occasion, le procureur lui fixe un délai à 30 jours avant l'échéance de la suspension pour lui fournir un rapport.

3.4 Si durant la procédure de suspension la victime ou son représentant légal a requis la reprise de la procédure ou si le procureur a pris connaissance d'éléments quant à l'absence de stabilisation ou d'amélioration de la situation de la victime, il est mis immédiatement fin à la suspension et la procédure est reprise (art. 315 CPP).

3.5 Si la procédure de suspension n'a pas été interrompue, le procureur procède à son terme à l'audition des parties afin de se rendre compte dans quelle mesure la situation de la victime s'est stabilisée ou améliorée et si une ordonnance de classement peut être prononcée. Le procureur peut renoncer à l'audition de fin de délai de suspension s'il dispose des éléments nécessaires pour procéder à l'évaluation de la situation en l'absence des parties, notamment d'un rapport de suivi (thérapeute, probation, SAVC), de courriers d'avocats si les parties sont toutes les deux représentées ou d'un avis circonstancié de la victime.

En cas de classement, les frais sont en principe mis à la charge de la personne prévenue en application de l'article 426 al. 2 CPP et de la jurisprudence du TF (ATF 144 IV 202).

4. Victimes

4.1 Lorsque le prévenu est placé en détention ou libéré par le Ministère public, ainsi que lorsque des mesures de substitution sont ordonnées, la victime en est informée, en application de l'article 214 al. 4 CPP, au besoin par téléphone, sauf refus exprimé en particulier lors de son audition par la police. Une note téléphonique doit être établie et jointe au dossier. Le procureur peut renoncer à informer la victime de la libération du prévenu si cette information devait exposer celui-ci à un danger sérieux.

4.2 Dès l'enregistrement d'un cas de violence domestique auprès du Ministère public, le formulaire nécessaire relatif aux droits de la victime est adressé sans délai à cette dernière. Avant de convoquer la victime à une audition devant le Ministère public, il doit lui être laissé le temps de régler les questions relatives à la représentation / l'assistance judiciaire gratuite.

4.3 En cas de victime mineure, le procureur veille à demander à l'APEA la désignation d'un curateur de représentation si les conditions semblent réalisées.

4.4 Lors des auditions, il est tenu compte de la situation personnelle de la victime. Au début de l'audition par le Ministère public, la victime est informée du déroulement de l'audience ainsi que d'un éventuel enregistrement ou retransmission vidéo. Il convient de s'assurer que la victime est informée de ses droits de manière compréhensible. Si une victime souhaite faire usage de son droit de refuser de témoigner ou de déposer, elle est rendue attentive aux conséquences de ce choix. La victime doit se voir accorder la possibilité de relater son vécu aussi librement que possible (art. 143 CPP). A l'issue de l'audition, la direction de la procédure explique brièvement à la victime la suite de la procédure pénale et répond aux questions que celle-ci pourrait avoir.

Frédérique Comte
Procureure générale

Adoption de la directive	10 mars 2025
Dernière modification	
Va à	Magistrats et collaborateurs du MP
Information à	Police cantonale TPI TC APEA Service juridique OAJ

Article 55a CP

¹ En cas de lésions corporelles simples (art. 123, ch. 2, al. 3 à 5), de voies de fait réitérées (art. 126, al. 2, let. b, b^{bis} et c), de menace (art. 180, al. 2) ou de contrainte (art. 181), le ministère public ou le tribunal peut suspendre la procédure.

a. si la victime est :

1. le conjoint ou ex-conjoint de l'auteur et que l'atteinte a été commise durant le mariage ou dans l'année qui a suivi le divorce,
2. le partenaire ou ex-partenaire enregistré de l'auteur et que l'atteinte a été commise durant le partenariat enregistré ou dans l'année qui a suivi sa dissolution judiciaire,
3. le partenaire ou ex-partenaire hétérosexuel ou homosexuel de l'auteur et que l'atteinte a été commise durant la période de ménage commun ou dans l'année qui a suivi la séparation, et

b. si la victime ou, lorsqu'elle n'a pas l'exercice des droits civils, son représentant légal le requiert, et

c. si la suspension semble pouvoir stabiliser ou améliorer la situation de la victime.

² Le ministère public ou le tribunal peut obliger le prévenu à suivre un programme de prévention de la violence pendant la suspension de la procédure. Il communique les mesures prises au service cantonal chargé des problèmes de violence domestique.

³ La procédure ne peut pas être suspendue :

- a. si le prévenu a été condamné pour un crime ou un délit contre la vie, l'intégrité corporelle, la liberté ou l'intégrité sexuelle;
- b. si une peine ou une mesure a été ordonnée à son encontre, et
- c. si le prévenu a commis l'acte punissable contre une victime au sens de l'al. 1, let. a.

⁴ La suspension est limitée à six mois. Le ministère public ou le tribunal reprend la procédure si la victime ou, lorsqu'elle n'a pas l'exercice des droits civils, son représentant légal le demande, ou s'il apparaît que la suspension ne stabilise pas ni n'améliore la situation de la victime.

⁵ Avant la fin de la suspension, le ministère public ou le tribunal procède à une évaluation. Si la situation de la victime s'est stabilisée ou améliorée, il ordonne le classement de la procédure.